

Loi d'autonomie des Universités : une offensive libérale inacceptable !

Depuis sa défaite sur le CPE, la droite ne rêve que de prendre sa revanche sur la jeunesse. C'est pourquoi elle ressort un projet libéral vieux de 20 ans : l'autonomie des universités contre lequel nous nous sommes déjà battus et sur lequel nous avons été victorieux (loi Ferry de 2003). Toujours le même vieux discours qui renvoie la responsabilité du chômage sur les formations universitaires alors que celui-ci est du au fonctionnement économique et social de notre société. Dans une logique de casse du service public, le gouvernement veut faire rentrer de force l'université dans une logique managériale. Le projet de loi Pécresse instaure :

Un-e président-e d'université tout-e puissant-e : (art 5,6,7,8,23)

- Choix arbitraire dans l'embauche des personnels = précarisation et clientélisme.
- CA restreint et à sa botte = moins de personnels, moins d'étudiant-e-s mais toujours plus de représentant-e-s du MEDEF.

L'autonomie financière ou une privatisation larvée : (art 18,26,27,28)

- Désengagement de l'état au profit du financement privé = concurrence et inégalité entre universités.
- Universités propriétaires de leurs bâtiments = augmentation à terme des frais d'inscriptions pour l'entretien.

Un enseignement à deux vitesses : (art 10,14,17,19)

- Suppression arbitraire de formation = disparition programmée des filières jugées «non rentables».
- Distinction accrue enseignement/recherche = licence dévaluée, déconnectée du master et de la recherche.
- Pré-orientation = sélection => les bachelier-ères ne seront plus libres de choisir ni leurs filières ni leurs universités.

Nous nous prononçons pour une université publique, gratuite, critique, de qualité et ouverte à tous et toutes !

Nous exigeons le retrait inconditionnel du projet de loi Pécresse !

Nous appelons l'ensemble des étudiant-e-s, des chercheur-e-s, du personnel enseignant et non enseignant ainsi que des lycéen-ne-s à se réunir en Assemblées Générales dès la rentrée pour organiser la mobilisation et obtenir le retrait de la loi !